

ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

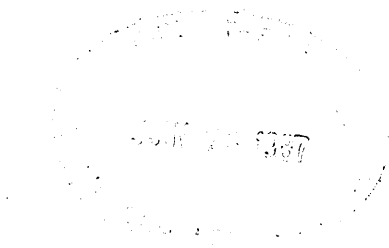
TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 200
(Privé)

Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal

Présentation

Présenté par
Madame Violette Trépanier
Député de Dorion



Éditeur officiel du Québec
1987

Projet de loi 200

(Privé)

Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal

ATTENDU que la Ville de Montréal a intérêt à ce que sa charte, le chapitre 102 des lois de 1959-1960, soit modifié;

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. L'article 2*a* de la charte de la Ville de Montréal (1959-1960, chapitre 102), ajouté par l'article 1 du chapitre 84 des lois de 1965 1^{re} session), est abrogé.

2. Cette charte est modifiée par l'insertion, après l'article 10*e*, de l'article suivant:

« **10*f*.** La ville peut conclure une entente avec une autre corporation municipale relativement à la location, à la vente ou à l'échange de biens meubles ou immeubles; une telle entente n'est pas assujettie à la procédure prévue aux articles 468 à 469.1 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19). ».

3. L'article 59*b* de cette charte est modifié par le remplacement des mots « trois mille six cents dollars » par les mots « dix mille dollars ».

4. Les articles 68, 74 et 75 de cette charte sont abrogés.

5. L'article 76 de cette charte, modifié par l'article 10 du chapitre 97 des lois de 1960-1961, par l'article 6 du chapitre 59 des lois de 1962,

par l'article 12 du chapitre 70 des lois de 1963 (1^{re} session), par l'article 4 du chapitre 84 des lois de 1965 (1^{re} session), par l'article 4 du chapitre 96 des lois de 1971, par l'article 7 du chapitre 77 des lois de 1977, par l'article 4 du chapitre 40 des lois de 1980 et par l'article 95 du chapitre 16 des lois de 1980, est de nouveau modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

« **76.** Il est retranché de l'indemnité à laquelle a droit un conseiller soixante dollars pour chaque jour où le conseil siège, si le conseiller n'assiste pas à la séance ou ne vote pas sur une question mise aux voix ce jour-là, à moins que son absence n'ait pour cause une mission officielle de la part de la ville, l'exercice d'un devoir de sa charge, l'accouchement ou le soutien à la conjointe lors de l'accouchement, une maladie attestée par certificat de médecin, l'acquittement d'un devoir religieux, d'obligation ou le décès d'un ascendant, d'un descendant, du conjoint, d'un frère ou d'une sœur. ».

6. Cette charte est modifiée par l'insertion, après l'article 79, de l'article suivant:

« **79a.** À l'assemblée convoquée en vertu de l'article 112 ou à une assemblée régulière du conseil, le maire peut soumettre à l'approbation du conseil une motion relative à la nomination d'au plus huit conseillers dont la responsabilité est d'assister les membres du comité exécutif à titre de conseiller associé.

Cette motion ne peut être amendée. Si elle n'est pas adoptée, le conseil, de sa propre initiative, peut procéder alors à la nomination et à l'élection du nombre de conseillers associés déterminé par le maire selon la procédure indiquée à l'article 79, en l'adaptant.

Le terme d'office d'un conseiller associé se termine à l'élection générale suivante.

Un conseiller associé ne siège pas au comité exécutif. ».

7. L'article 90 de cette charte, remplacé par l'article 11 du chapitre 77 des lois de 1977, est de nouveau remplacé par le suivant:

« **90.** Toute matière qui est de la juridiction du conseil doit, sauf prescription contraire de la présente loi, être soumise au comité exécutif pour qu'il lui fasse rapport s'il le juge opportun.

Toutefois, lorsque le comité exécutif est saisi d'une matière suite à une résolution du conseil, il doit lui faire rapport au plus tard, le sixième jour où cette résolution a été adoptée. ».

8. L'article 97a de cette charte, édicté par l'article 7 du chapitre 96 des lois de 1971 et modifié par l'article 1 du chapitre 41 des lois de 1980, est de nouveau modifié par le remplacement au deuxième alinéa des mots « directeur de service » par le mot « fonctionnaire ».

9. L'article 105 de cette charte, ajouté par l'article 1 du chapitre 84 des lois de 1965, est modifié par le remplacement des mots « secrétaire administratif de la ville » par les mots « secrétaire général ».

10. L'article 106 de cette charte, modifié par l'article 15 du chapitre 70 des lois de 1963 (1^{re} session), par l'article 10 du chapitre 96 des lois de 1971, par l'article 14 du chapitre 77 des lois de 1977, par l'article 2 du chapitre 41 des lois de 1980, par l'article 3 du chapitre 71 des lois de 1982 et par l'article 211 du chapitre 38 des lois de 1984, est de nouveau modifié par l'addition du paragraphe suivant:

« t) établir et modifier, en tout temps, des tarifs de frais pour la location par des tiers de biens appartenant à la ville ou de services fournis par ses employés ou pour l'étude de projets de modification à la réglementation.

L'article 725 ne s'applique pas dans le cas d'un tarif modifié ou aboli en vertu du présent paragraphe. ».

11. L'article 109 de cette charte, remplacé par l'article 18 du chapitre 77 des lois de 1977, est de nouveau remplacé par le suivant:

« **109.** Dans un cas de force majeure de nature à mettre en danger la vie ou la santé de la population, à détériorer sérieusement les équipements municipaux ou à affecter l'intérêt financier de la ville, le maire ou le président du comité exécutif peut décréter toute dépense qu'il juge nécessaire et octroyer tout contrat nécessaire pour remédier à la situation.

Dans ce cas, le maire ou le président du comité exécutif doit faire un rapport motivé au comité exécutif à la première assemblée qui suit sa décision. Ce rapport est déposé au conseil à sa prochaine assemblée.

Le comité exécutif peut déléguer au directeur du service compétent l'exercice du pouvoir mentionné au premier alinéa. Dans ce cas, le rapport motivé est fait au comité exécutif par ce directeur selon les mêmes exigences. ».

12. L'article 112 de cette charte, remplacé par l'article 19 du chapitre 77 des lois de 1977, est de nouveau remplacé par le suivant:

« **112.** Après chaque élection générale, le greffier doit convoquer une assemblée spéciale du conseil, pour une date comprise dans les trente jours qui suivent l'élection, dont l'objet exclusif est de procéder au choix du maire suppléant conformément à l'article 59 et aux nominations et élections prévues à l'article 79 et, le cas échéant, à celles prévues à l'article 79a. ».

13. L'article 113 de cette charte, remplacé par l'article 20 du chapitre 77 des lois de 1977, est de nouveau remplacé par le suivant:

« **113.** Sous réserve de l'article 114 et du paragraphe c de l'article 69, toute assemblée spéciale autre que celle qui est prévue à l'article 112, ne peut être convoquée qu'à la demande du comité exécutif. ».

14. L'article 115 de cette charte, remplacé par l'article 21 du chapitre 77 des lois de 1977, est de nouveau remplacé par le suivant:

« **115.** Les assemblées régulières du conseil ont lieu au moins dix fois par année. La date de chacune de ces assemblées est fixée par le comité exécutif et l'avis de convocation doit mentionner qu'il s'agit d'une assemblée régulière. ».

15. L'article 116 de cette charte, modifié par l'article 16 du chapitre 70 des lois de 1963 (1^{re} session), est remplacé par le suivant:

« **116.** Lorsqu'à une assemblée spéciale ou régulière les affaires soumises n'ont pu être entièrement expédiées la première journée, le conseil doit ajourner l'assemblée au prochain jour juridique ou à celui qui le suit immédiatement jusqu'à ce qu'il ait été décidé des questions inscrites à l'ordre du jour. Le greffier est dispensé de donner avis de cet ajournement.

Pour les fins du présent article, le samedi est considéré comme non juridique. ».

16. L'article 119 de cette charte, modifié par l'article 23 du chapitre 77 des lois de 1977, est de nouveau modifié par la suppression, au début de cet article, du nombre « 68, ».

17. L'article 122 de cette charte, remplacé par l'article 25 du chapitre 77 des lois de 1977, est de nouveau remplacé par le suivant:

« **122.** Le conseil désigne un de ses membres pour présider les assemblées du conseil. En l'absence de ce conseiller, le conseil lui désigne un remplaçant.

La personne qui préside le conseil ne peut voter qu'en cas d'égalité des voix. ».

18. L'article 123 de cette charte est abrogé.

19. L'article 125 de cette charte, remplacé par l'article 27 du chapitre 77 des lois de 1977, est modifié par le remplacement du second alinéa par le suivant:

« Les dispositions du présent article n'affectent pas les matières visées aux articles 72, 121 et 133 de la présente charte. ».

20. L'article 127 de cette charte est remplacé par le suivant:

« **127.** Le président d'assemblée maintient l'ordre et le décorum pendant les séances du conseil. Il peut, en cas de tumulte, ordonner la suspension de la séance ou l'ajournement de celle-ci, selon le délai prévu à l'article 116.

Il peut, en outre, arrêter, faire arrêter et faire expulser de la salle du conseil toute personne troublant l'ordre durant les séances. ».

21. L'article 131*a* de cette charte, remplacé par l'article 3 du chapitre 41 des lois de 1980, est modifié par l'addition du paragraphe suivant:

« 5. Le présent article a effet malgré l'article 86 de la Loi sur les archives (L.R.Q., chapitre A-21.1). ».

22. L'article 132 de cette charte, remplacé par l'article 4 du chapitre 71 des lois de 1982, est modifié par le remplacement du troisième alinéa par le suivant:

« À des fins administratives, le Bureau du vérificateur et la Commission des services électriques sont considérés comme des services, et le vérificateur de la ville et le président de la Commission des services électriques prennent rang parmi les directeurs de services de la ville. ».

23. L'article 147 de cette charte, édicté par le chapitre 102 des lois de 1960, est abrogé.

24. L'article 148 de cette charte, édicté par le chapitre 102 des lois de 1960, est abrogé.

25. L'article 160 de cette charte, édicté par le chapitre 102 des lois de 1960, est abrogé.

26. L'article 161 de cette charte est abrogé.

27. Cette charte est modifiée par l'insertion, après l'intitulé du TITRE V, de l'article suivant:

« **179a.** Le conseil peut, par règlement, créer des commissions permanentes, formées de ceux de ses membres qui ne font pas partie du comité exécutif, pour étudier toute question touchant le domaine de leur compétence et faire au conseil les recommandations qu'elles jugent appropriées.

Le conseil nomme, pour chacune de ces commissions, un président et un vice-président. ».

28. L'article 180 de cette charte est modifié par la suppression du deuxième alinéa.

29. Les articles 181, 182, 183, 184, 184a, 186, 188, 189, 190 et 194 de cette charte sont abrogés.

30. L'article 520 de cette charte, modifié par l'article 26 du chapitre 97 des lois de 1960-1961, par l'article 8 du chapitre 71 des lois de 1964, par l'article 21 du chapitre 84 des lois de 1965 (1^{re} session), par l'article 5 du chapitre 90 des lois de 1968, par l'article 4 du chapitre 91 des lois de 1969, par l'article 205 du chapitre 19 des lois de 1971, par l'article 20 du chapitre 96 des lois de 1971, par l'article 57 du chapitre 77 des lois de 1973, par les articles 45 et 183 du chapitre 77 des lois de 1977, par l'article 23 du chapitre 64 des lois de 1982, par l'article 1 du chapitre 59 des lois de 1983 et par l'article 145 du chapitre 27 des lois de 1985, est de nouveau modifié:

1° par l'addition, à la fin du paragraphe 41.1°, de ce qui suit: « statuer que le déclenchement inutile d'un système d'alarme constitue une infraction sauf en cas d'absence de négligence de l'utilisateur; »;

2° par le remplacement du paragraphe 77° par le suivant:

« 77° Obliger les propriétaires de terrains vagues à les tenir libres de broussailles et autres matières ou substances susceptibles de communiquer le feu aux propriétés adjacentes, et à les entourer de clôtures à la hauteur et de la manière qu'il détermine; interdire le dépôt, sur des terrains privés, de vieux matériaux ou d'objets de rebut;

contraindre les propriétaires ou occupants de tout terrain, sauf les terres en culture, à y couper et ramasser les hautes herbes; déterminer ce qui constitue les hautes herbes; ».

31. L'article 524 de cette charte, modifié par l'article 55 du chapitre 59 des lois de 1962, par l'article 20 du chapitre 70 des lois de 1963 (1^{re} session), par l'article 24 du chapitre 86 des lois de 1966-1967, par l'article 7 du chapitre 90 des lois de 1968, par l'article 1 du chapitre 91 des lois de 1968, par l'article 21 du chapitre 96 des lois de 1971, par l'article 4 du chapitre 76 des lois de 1972, par l'article 58 du chapitre 77 des lois de 1973, par l'article 48 du chapitre 77 des lois de 1977, par l'article 10 du chapitre 40 des lois de 1980 et par l'article 21 du chapitre 71 des lois de 1982, est de nouveau modifié:

1° par l'insertion au paragraphe 1°, après les mots « l'architecture », de ce qui suit: « , la couleur du revêtement extérieur »;

2° en biffant, au paragraphe 17°, ce qui suit le point et virgule.

32. L'article 524*d* de cette charte, édicté par l'article 146 du chapitre 27 des lois de 1985, est de nouveau modifié par l'addition de l'alinéa suivant:

« Ce règlement peut, toutefois, prévoir une dérogation à l'usage d'un immeuble maintenu par droits acquis. ».

33. L'article 528 de cette charte, modifié par l'article 56 du chapitre 59 des lois de 1962, par l'article 9 du chapitre 90 des lois de 1968, par l'article 1 du chapitre 92 des lois de 1968, par l'article 22 du chapitre 96 des lois de 1971, par l'article 53 du chapitre 77 des lois de 1977, par l'article 12 du chapitre 40 des lois de 1980 et par l'article 23 du chapitre 71 des lois de 1982, est de nouveau modifié par l'insertion, après le paragraphe 21°, du paragraphe suivant:

« 21.1° Déterminer que la ville ou un entrepreneur chargé par elle de ramasser les déchets sur la propriété privée à la demande d'une personne, ne peuvent être tenus responsables des dommages aux biens de cette personne lors de la fourniture de ce service, sauf en cas de faute lourde d'un de leurs employés; ».

34. Cette charte est modifiée par l'addition, après l'article 560, des articles suivants:

« **560a.** Les propriétaires riverains désirant acquérir l'emprise d'une ruelle dont la ville est propriétaire doivent présenter une requête à cette fin au comité exécutif.

Cette requête doit être signée par au moins les deux tiers en nombre des propriétaires riverains, représentant au moins les deux tiers du front des terrains longeant cette ruelle.

«**560b.** Lorsqu'une requête est présentée conformément à l'article 560a, le comité exécutif décide s'il est dans l'intérêt public que cette ruelle soit fermée.

«**560c.** S'il donne suite à la requête, le comité exécutif propose au conseil l'adoption d'un règlement décrétant la fermeture de la ruelle.

Un avis de l'adoption de ce règlement doit être signifié à chacun des propriétaires riverains apparaissant au rôle d'évaluation foncière et être publié dans un quotidien distribué dans la ville.

«**560d.** La ville enregistre au bureau d'enregistrement de Montréal un avis signé par le greffier et constatant l'accomplissement de ces formalités, accompagné d'un plan et d'une description technique signés par un arpenteur-géomètre, montrant les parties de l'emprise de la ruelle à être cédées à chaque propriétaire riverain.

«**560e.** À compter de la date de l'enregistrement de l'avis mentionné à l'article 560d, les propriétaires riverains deviennent propriétaires de la moitié de la largeur de cette partie de la ruelle située à l'arrière de leurs immeubles respectifs, telle que montrée au plan.

L'avis de la ville constitue le titre de propriété des riverains pour la partie de terrains montrée à leurs noms.

Le registraire doit porter mention de cette cession à l'index aux immeubles.

«**560f.** À compter de cette même date, une servitude est créée en faveur de la ville pour toutes les utilités publiques y compris la pose, l'installation et l'entretien des conduits, poteaux, fils et autres accessoires nécessaires aux opérations des compagnies d'utilités publiques. Cette servitude doit apparaître au plan et à la description déposée au bureau d'enregistrement. Elle ne doit pas excéder 2 mètres de largeur de chaque côté de la nouvelle ligne de division des terrains.

Le dernier alinéa de l'article 966 de la charte s'applique à ces servitudes.

«**560g.** Un propriétaire riverain qui n'a pas signé la requête prévue à l'article 560a peut s'adresser à la chambre de l'expropriation de la Cour provinciale afin qui lui soit fixée une indemnité qui se calcule d'après les dommages réellement subis et directement causés par le règlement décrétant la fermeture. La valeur du terrain acquis est

compensée, jusqu'à concurrence, avec l'indemnité. La demande adressée à la chambre de l'expropriation doit être faite par requête, dans les trente jours qui suivent la date de la signification de l'avis prévu à l'article 560c.

« **560h.** Les sommes versées par la ville à titre d'indemnité fixée par la chambre de l'expropriation peuvent être imposées aux propriétaires riverains de la ruelle fermée et réparties entre eux dans la proportion du nombre de mètres de front de leurs immeubles respectifs. Cette répartition est assujettie aux autres règles du titre XIII qui lui sont applicables. ».

35. L'article 612a de cette charte, édicté par l'article 7 du chapitre 76 des lois de 1972, modifié par l'article 62 du chapitre 77 des lois de 1977, par l'article 17 du chapitre 40 des lois de 1980, par l'article 32 du chapitre 71 des lois de 1982 et par l'article 7 du chapitre 117 des lois de 1986, est de nouveau modifié par le remplacement de la dernière phrase du deuxième alinéa par l'alinéa suivant :

« Ces exigences de superficie ne s'appliquent pas dans le cas d'un ensemble de terrains bornés de tous côtés par des rues, d'un projet de maison d'enseignement, d'établissement prévu à la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., chapitre S-5) ou d'édifice de l'administration publique ou des services publics, de terrain servant comme emplacement de métro et de ses résidus, de bâtiment résidentiel en vertu d'un programme municipal ou gouvernemental d'habitation, de bâtiments publics désaffectés et d'immeubles qui sont classés ou reconnus biens culturels ou qui sont cités monuments historiques ou constitués en site du patrimoine ou qui sont situés, en tout ou en partie, dans l'aire de protection d'un bien culturel classé, dans un arrondissement historique ou naturel ou dans un site historique classé. ».

36. Cette charte est modifiée par l'addition, après l'article 612a, de l'article suivant :

« **612b.** Lorsqu'un plan de construction, déposé aux fins de l'article 612a, comporte la réalisation par phases de bâtiments ou d'autres ouvrages, la ville peut, avant d'approuver ce plan, exiger du requérant, le dépôt d'une garantie au montant qu'elle juge suffisant pour assurer, dans le délai prévu, la réalisation de l'ensemble des bâtiments et des ouvrages montrés au plan.

En cas de défaut, la ville confisque le montant de la garantie et le verse au fonds général. ».

37. L'article 628 de cette charte, remplacé par l'article 22 du chapitre 40 des lois de 1980, est modifié par le remplacement des paragraphes 5, 6 et 7 par les suivants:

«5. Les règlements de la ville concernant l'aqueduc s'appliquent aux personnes qui sont desservies par son réseau de distribution en dehors de ses limites et la juridiction de la Cour municipale est étendue à cette fin.

«6. La ville fournit aux municipalités qu'elle approvisionne une eau potable de la même qualité que celle qui est distribuée à l'intérieur de ses limites. La ville n'est pas responsable du niveau de pression d'eau fournie à une municipalité ou à un consommateur desservi par son réseau. ».

38. L'article 640 de cette charte, remplacé par l'article 12 du chapitre 41 des lois de 1980, est de nouveau remplacé par le suivant:

«**640.** La ville peut répartir entre les propriétaires riverains le coût de la construction des égoûts et des conduites d'aqueduc. Cette répartition s'effectue dans la proportion du nombre de mètres de front de leurs immeubles respectifs, selon le taux déterminé par règlement, pour chaque exercice. ».

39. L'article 709 de cette charte, remplacé par l'article 48 du chapitre 71 des lois de 1982, est de nouveau remplacé par le suivant:

«**709.** Le conseil peut, par règlement, établir des règles régissant les virements de crédits à l'intérieur du budget. Ce règlement peut prévoir que le président du comité exécutif ou le secrétaire général peuvent autoriser des virements de crédits. ».

40. L'article 710 de cette charte, remplacé par l'article 82 du chapitre 77 des lois de 1977 et modifié par l'article 49 du chapitre 71 des lois de 1982, est abrogé.

41. L'article 722 de cette charte, modifié par l'article 18 du chapitre 41 des lois de 1980 et par l'article 148 du chapitre 27 des lois de 1985, est remplacé par le suivant:

«**722.** Aucun contrat ou marché ni aucune quittance ou mainlevée ne lie la ville à moins d'avoir été approuvé par le conseil ou le comité exécutif, selon le cas. ».

42. L'article 725 de cette charte, modifié par l'article 10 du chapitre 59 des lois de 1983, est remplacé par le suivant:

« **725.** Dès que le budget est adopté, aucun règlement ou résolution ayant pour objet ou résultat de diminuer le revenu n'est valide ou n'a d'effet durant l'exercice auquel il s'applique, à moins que le directeur du service compétent ne certifie que cette diminution peut s'effectuer sans que les dépenses excèdent le revenu probable de l'exercice. ».

43. L'article 728 de cette charte est abrogé.

44. L'article 750 de cette charte, remplacé par l'article 96 du chapitre 77 des lois de 1977, est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

« **750.** La ville peut effectuer ses emprunts par voie d'émission de titres de créance et en disposer au meilleur prix. Ces titres peuvent être émis en dollars canadiens ou en toute autre devise. ».

45. L'article 752 de cette charte, remplacé par l'article 97 du chapitre 77 des lois de 1977, est modifié par le remplacement des deuxième et troisième alinéas par les suivants:

« Elle peut convenir de rembourser le principal et de payer les intérêts de ces emprunts et de leurs titres dans un ou plusieurs pays et dans toute devise et, à cette fin, elle peut déterminer la base du taux de change.

Lorsque la ville contracte un emprunt remboursable dans une devise étrangère et qu'une taxe est imposée par la loi au Canada, il est loisible au comité exécutif, sur rapport du directeur des finances, de décréter que la ville paiera, relativement à cet emprunt pour le compte du porteur ou détenteur de tous titres émis par la ville et ainsi remboursables, le montant de toute taxe retenue à la source en rapport avec le paiement à des non-résidents du principal, de l'intérêt ou de la prime et à cause du seul fait de la détention de ces titres, de façon que le montant payé par la ville au porteur ou détenteur soit égal au montant entier du principal, de l'intérêt ou de la prime stipulée dans ces titres. ».

46. L'article 753 de cette charte, remplacé par l'article 98 du chapitre 77 des lois de 1977, est de nouveau remplacé par le suivant:

« **753.** Lorsqu'un règlement autorise la ville à emprunter un certain montant par l'émission de titres de créance soit en monnaie légale du Canada, soit en toute autre devise, le montant total de l'emprunt ainsi autorisé est celui exprimé en monnaie légale du Canada.

Le montant de chaque emprunt effectué en vertu d'un tel règlement par une émission de titres de créance en devises étrangères est

déterminé, par rapport au montant total autorisé par le règlement, en multipliant le montant du principal de l'émission, exprimé en la monnaie de tel pays étranger, par la valeur de cette devise au taux de la conversion effectuée en dollars canadiens.

Malgré l'alinéa précédent, lorsqu'un emprunt est effectué en devise étrangère pour rembourser un emprunt déjà contracté dans la même devise et que le produit du nouvel emprunt n'est pas converti en monnaie légale du Canada, le montant de ce nouvel emprunt est déterminé par rapport au montant total autorisé par le règlement en utilisant le même taux de conversion que celui de l'emprunt original. ».

47. L'article 755 de cette charte, remplacé par l'article 100 du chapitre 77 des lois de 1977 et modifié par l'article 57 du chapitre 71 des lois de 1982, est de nouveau modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

« La signature du maire ou de son remplaçant peut être lithographiée, imprimée ou autrement reproduite sur tous les titres de créance. La signature du directeur du service compétent ne peut être lithographiée, imprimée ou autrement reproduite que sur les titres de créance originaux. ».

48. Cette charte est modifiée par l'insertion, après l'article 756*b*, des articles suivants:

« **756c.** Le conseil peut, par règlement, déléguer au comité exécutif le pouvoir de conclure des contrats d'échange de taux d'intérêts ou de devises relatifs à des emprunts en cours ou à venir, ainsi que des contrats à terme ou d'option impliquant les taux d'intérêt ou les devises aux fins du remboursement du capital ou du paiement des intérêts sur ses emprunts.

Ces pouvoirs peuvent être exercés par le directeur du service compétent avec l'autorisation du comité exécutif.

« **756d.** Les contrats conclus en vertu des articles 756 et 756*c* ne sont pas soumis aux formalités des articles 107 et 721. ».

49. Cette charte est modifiée par l'insertion, après l'article 787*f*, des articles suivants:

« **787g.** Aux fins mentionnées dans les articles 787*a* à 787*d*, le conseil peut fixer des taux de subvention différents selon que les bénéficiaires sont des organismes sans but lucratif, des coopératives d'habitation ou des particuliers.

Il peut également limiter l'accessibilité des particuliers aux subventions, sur la base du revenu du ménage maximal admissible et, à cette fin, définir la notion de revenu du ménage et prévoir les modes d'évaluation et de contrôle de cette limitation.

« **787h.** Le conseil peut, par règlement, exiger du requérant d'une subvention mentionnée aux articles 787a à 787d:

a) qu'il obtienne les subventions disponibles en vertu de programmes provinciaux et fédéraux aux mêmes fins; et

b) qu'il produise une entente propriétaires-locataires signée par la majorité de ces derniers et portant sur la nature des travaux à exécuter et sur l'augmentation des loyers, le cas échéant.

De la même manière, le conseil peut exiger que le bénéficiaire d'une subvention démontre, de la façon prescrite par le conseil, que les sommes reçues en subvention sont déduites des coûts des travaux pris en compte dans la fixation des loyers après la fin des travaux. ».

50. L'article 803 de cette charte, modifié par l'article 12 du chapitre 65 des lois de 1966-1967, par l'article 9 du chapitre 91 des lois de 1969, par l'article 118 du chapitre 77 des lois de 1977, par l'article 41 du chapitre 40 des lois de 1980 et par l'article 12 du chapitre 59 des lois de 1983, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe *d* par le suivant:

« *d*) Chaque appareil d'amusement, une taxe qui peut varier selon la nature de l'appareil; un appareil d'amusement comprend tout dispositif d'amusement ou jeu d'adresse; ».

51. L'article 808 de cette charte, remplacé par l'article 60 du chapitre 71 des lois de 1982 et modifié par l'article 13 du chapitre 59 des lois de 1983, est de nouveau remplacé par le suivant:

« **808.** 1. Le conseil peut, par règlement, imposer une taxe de l'eau et de services, régler son mode de paiement, l'époque à laquelle elle est exigible et la manière dont elle peut être imposée ou perçue.

2. La taxe de l'eau et de services peut être établie selon différentes catégories d'occupation, en fonction:

a) d'un taux fixe;

b) d'un taux établi selon la consommation;

c) d'un taux basé sur la valeur locative.

3. Le conseil peut exempter de la taxe de l'eau et de services une catégorie d'occupants. ».

52. Cette charte est modifiée par l'insertion, après l'article 846, de l'article suivant:

« **846a.** Lorsqu'une unité d'évaluation est inscrite au rôle d'évaluation au nom de plus de deux personnes, il suffit, pour satisfaire l'article 81 de la Loi sur la fiscalité municipale, d'expédier un avis d'évaluation et un compte de taxes foncières à la personne dont le nom y figure en premier lieu en y ajoutant les mots « et les autres ».

53. L'article 892 de cette charte, modifié par l'article 473 du chapitre 72 des lois de 1979 et par l'article 16 du chapitre 59 des lois de 1983, est de nouveau modifié par l'insertion, après le premier alinéa, de l'alinéa suivant:

« Le comité exécutif détermine, par résolution, le montant des frais dû à chaque stade de la procédure. ».

54. Cette charte est modifiée par l'insertion, après l'article 906, de l'article suivant:

« **906a.** L'adjudication à la ville d'un immeuble vendu en vertu de la présente section purge celui-ci des rentes foncières constituées, des rentes prévues par un bail emphytéotique et des rentes substituées aux droits seigneuriaux, à compter de la date de l'adjudication et aussi longtemps que l'immeuble reste la propriété de la ville. Ces rentes grèvent de nouveau l'immeuble, mais pour l'avenir, seulement, à compter de la date où l'immeuble cesse d'être la propriété de la ville. ».

55. L'article 963a de cette charte, édicté par l'article 49 du chapitre 84 des lois de 1965 (1^{re} session), est remplacé par le suivant:

« **963a.** La ville est autorisée à acquérir de gré à gré ou par expropriation des immeubles aux fins de les céder par voie d'échange, de vente ou de bail pour l'agrandissement du Port de Montréal. ».

56. L'article 964h de cette charte, ajouté par l'article 67 du chapitre 71 des lois de 1982, est remplacé par le suivant:

« **964h.** La ville peut, avec l'autorisation du ministre de l'Industrie et du Commerce, acquérir de gré à gré ou par expropriation des immeubles pour fins industrielles.

La ville peut, avec l'autorisation du ministre de l'Industrie et du Commerce, vendre, louer ou autrement aliéner pour fins industrielles ou commerciales un immeuble acquis en vertu du premier alinéa.

Sur preuve qu'un immeuble acquis en vertu du premier alinéa ne peut être utilisé adéquatement à des fins industrielles ou commerciales, la ville peut avec l'autorisation du ministre de l'Industrie et du Commerce l'utiliser ou en disposer à d'autres fins.

Si la ville reprend un immeuble vendu, loué ou autrement aliéné en vertu du deuxième alinéa en vue de protéger sa créance ou d'exercer certains privilèges contenus au contrat, elle peut ensuite en disposer avec les mêmes autorisations et aux mêmes fins que celles prévues au présent article.

La ville n'est pas assujettie à la Loi sur les immeubles industriels municipaux (L.R.Q., chapitre I-0.1).

Les terrains que la ville a acquis en vertu de la Loi sur les fonds industriels (devenue la Loi sur les immeubles industriels municipaux) sont réputés avoir été acquis en vertu du premier alinéa et l'argent provenant d'une vente, d'une location ou de toute autre aliénation faite en vertu de cette loi est versé au fonds général de la ville. ».

57. L'article 966 de cette charte, modifié par l'article 55 du chapitre 97 des lois de 1960-1961 et par l'article 78 du chapitre 59 des lois de 1962, est de nouveau modifié par l'addition de l'alinéa suivant:

« Les servitudes dont il est fait mention au présent article peuvent être constituées sans description du fonds dominant. ».

58. L'article 1018 de cette charte, remplacé par l'article 29 du chapitre 41 des lois de 1980, est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

« La ville peut inclure dans le coût de la construction d'un pavage, celui de l'éclairage et de la signalisation. ».

59. Cette charte est modifiée par l'addition, après l'article 1038a, de l'article suivant:

« **1038b.** La ville peut répartir entre les propriétaires qu'elle juge en bénéficier, le coût de travaux d'embellissement d'une rue, ruelle ou place publique faisant l'objet d'une entente entre elle et les propriétaires d'immeubles représentant, au rôle foncier, au moins les trois-quarts de la valeur de l'ensemble des immeubles pouvant bénéficier de cet embellissement.

Ce coût est réparti, sous forme de taxes d'améliorations locales, dans la proportion de la valeur respective au rôle foncier de chacun des ces immeubles ou dans la proportion prévue dans l'entente. ».

60. L'article 1079*a* de cette charte, modifié par l'article 47 du chapitre 70 des lois de 1963 (1^{re} session) et par l'article 57 du chapitre 84 des lois de 1965 (1^{re} session), est abrogé.

61. L'article 1111 de cette charte, remplacé par l'article 68 du chapitre 96 des lois de 1971, est modifié par la suppression, à la fin, des mots « , avec l'assentiment de l'avocat en chef ».

62. L'article 1125 de cette charte, remplacé par l'article 70 du chapitre 96 des lois de 1971, est modifié par le remplacement, au premier alinéa, des mots « l'avocat en chef » par les mots « le directeur du service compétent ou tout autre fonctionnaire désigné à cette fin ».

63. L'article 1129*b* de cette charte, ajouté par l'article 55 du chapitre 40 des lois de 1980 et modifié par l'article 72 du chapitre 71 des lois de 1982, est de nouveau modifié par le remplacement, au paragraphe 6, de l'expression « l'avocat en chef » par l'expression « le directeur du service compétent ou tout autre fonctionnaire désigné à cette fin ».

64. L'article 1131 de cette charte, remplacé par l'article 73 du chapitre 71 des lois de 1982, est modifié par l'addition du paragraphe suivant:

« 5. La signification à une personne physique qui n'a ni résidence ni établissement au Québec ou à une personne morale qui n'a ni siège social ou établissement au Québec, ni agent établi dans le district judiciaire de Montréal, se fait par courrier recommandé ou certifié, adressé à la résidence, au siège social ou à l'établissement de la personne intéressée à l'extérieur du Québec. ».

65. L'article 1139 de cette charte, remplacé par l'article 88 du chapitre 77 des lois de 1973 et modifié par l'article 169 du chapitre 77 des lois de 1977, par l'article 36 du chapitre 41 des lois de 1980 et par l'article 75 du chapitre 71 des lois de 1982, est de nouveau modifié:

1° au paragraphe 5°, en biffant les mots « mais ne dépassant pas cinquante dollars »;

2° au paragraphe 6°, en remplaçant les mots « de la circulation » par le mot « compétent ».

66. L'article 1149*a* de cette charte, remplacé par l'article 78 du chapitre 71 des lois de 1982, est modifié par le remplacement, au premier alinéa, des mots « de l'avocat en chef » par les mots « du directeur du service compétent ou de tout autre fonctionnaire désigné à cette fin ».

67. La nomination des conseillers associés apparaissant au procès-verbal de l'assemblée du conseil municipal du 25 novembre 1986 est ratifiée.

68. Malgré le paragraphe 2° de l'article 204 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1), un immeuble ou une partie d'immeuble appartenant à la Régie des installations olympiques et utilisé à d'autres fins que celles de l'exploitation du stade, du vélodrome, des piscines et de leurs services accessoires, est imposable.

69. Pour son exercice financier de 1988, la ville peut, par règlement, imposer et prélever une surtaxe dont le taux n'excède pas 0,10 \$ par cent dollars d'évaluation sur les immeubles dont la valeur imposable inscrite au rôle d'évaluation excède 200 000 \$ et qui sont classés dans les catégories I et II déterminées et définies par le règlement 1976-I de la Commission municipale du Québec adopté le 29 décembre 1976 et modifié par le règlement 1977-I de la Commission, adopté le 21 janvier 1977 en vertu de la Loi concernant le déficit olympique de la ville de Montréal et modifiant la charte de la Ville de Montréal (1976, chapitre 52). Cette surtaxe ne s'applique qu'au montant de la valeur imposable qui excède 200 000 \$.

La ville peut désigner les secteurs dans lesquels elle entend prélever cette surtaxe dans le cas des immeubles de la catégorie I.

Cette surtaxe est garantie par privilège sur ces immeubles et les propriétaires en sont personnellement responsables.

70. Malgré toute loi générale ou spéciale, la ville peut, par règlement, accorder des subventions destinées à financer les partis politiques autorisés au sens de la Loi sur les élections dans certaines municipalités (L.R.Q., chapitre E-2.1).

71. Un électeur de la ville qui a versé une contribution en argent conformément à la Loi sur les élections dans certaines municipalités (L.R.Q., chapitre E-2.1) peut, aux fins de la Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3), déduire de son impôt autrement payable à l'égard de cette contribution, 50% du premier 280 \$ de contribution.

72. La Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction (L.R.Q., chapitre R-20) ne s'applique pas aux travaux d'entretien, de rénovation, de réparation et de modification exécutés par des employés salariés embauchés directement par la ville.

73. Les règles prescrites par les articles 709 et 710 de cette chartre qui régissaient les virements de crédit antérieurement à l'entrée en vigueur de la présente loi continuent de s'appliquer jusqu'à l'entrée en vigueur d'un règlement du conseil adopté en vertu de l'article 39 de la présente loi.

74. L'article 3 de la présente loi s'applique à compter du 1^{er} janvier 1987 et l'article 72, à compter du 1^{er} janvier 1973.

75. La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la saction de la présente loi*).